



CHAPITRE 96

Loi modifiant la charte de la cité de
Sillery

[Sanctionnée le 13 juin 1969]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Sillery a, par sa pétition, représenté qu'il est de l'intérêt de la cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 90 des lois de 1947, et les chapitres qui le modifient, soient de nouveau modifiés;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1947, c.
90, a. 25,
remp.

1. L'article 25 du chapitre 90 des lois de 1947, remplacé par l'article 4 du chapitre 101 des lois de 1950, est de nouveau remplacé par le suivant:

S.R., c.
193, a.
441a, aj.
pour la
cité.

« **25.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Sillery, en ajoutant après l'article 441 le suivant:

Extension
des servi-
ces d'a-
queduc,
etc.

« **441a.** 1. Nonobstant l'article 441, une taxe équivalant à onze pour cent du coût de la construction d'une extension des services d'aqueduc et d'égout pourra être imposée annuellement par la corporation sur tout lot pour lequel le propriétaire a requis et obtenu ladite extension après la date de la sanction de la présente loi.

Durée
d'imposi-
tion.

2. Subordonnément au paragraphe 3 de cet article, cette taxe pourra être imposée aussi longtemps que le revenu de la taxe pour la consommation de l'eau sur ladite extension n'atteint pas onze pour

CHAPTER 96

An Act to amend the charter of the city of
Sillery

[Assented to 13th June 1969]

WHEREAS the city of Sillery has by its petition represented that it is in the interest of the city and necessary for the good administration of its affairs that its charter, chapter 90 of the statutes of 1947, and the chapters amending it, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

Preamble.

1. Section 25 of chapter 90 of the statutes of 1947, replaced by section 4 of chapter 101 of the statutes of 1950, is again replaced by the following:

1947, c.
90, s. 25,
replaced.

“**25.** The Cities and Towns Act is amended for the city of Sillery by adding after section 441 the following:

R.S., c.
193, s.
441a,
added for
city.

“**441a.** (1) Notwithstanding section 441, a tax equal to eleven per cent of the cost of construction of an extension to the waterworks and sewer services may be imposed annually by the corporation on any lot for which the owner has requested and obtained the said extension after the date of the sanction of this act.

Extension
to water-
works,
etc.

(2) Subject to subsection 3 of this section, such tax may be imposed as long as the revenue from the tax for water consumption on the said extension does not amount to eleven per cent of the

Duration
of taxa-
tion.

cent du coût du prolongement desdits services, ou que le coût de ce prolongement n'a pas été remboursé à la corporation par la taxe de onze pour cent annuellement, avec ou sans celle de la consommation pour l'eau, ainsi que ci-dessus pourvu.

Acquéreur
responsa-
ble.

3. Tout acquéreur d'une partie d'un lot grevé de ladite taxe, ainsi que son successeur, est responsable de la partie de la taxe de onze pour cent proportionnellement à la grandeur de son lot comparée à celle du vendeur originaire, et ce, aussi longtemps que le revenu de la taxe pour la consommation de l'eau sur ladite extension n'atteint pas onze pour cent du coût du prolongement desdits services, ou que le coût de la construction de l'extension n'a pas été remboursé à la corporation, ainsi que prescrit dans le paragraphe 2 du présent article.

Déduc-
tion.

4. La corporation doit déduire chaque année du montant de la taxe de onze pour cent le montant que toute personne lui a payé pour la consommation de l'eau provenant de ladite extension.

Emploi
du
paiement.

Quand la taxe a été divisée de la manière prévue au paragraphe 3 du présent article, le montant payé pour consommation de l'eau par l'acquéreur d'une partie doit être appliqué d'abord à réduire le montant de la taxe payable par cet acquéreur.

Mention.

5. Le vendeur d'un lot sujet à ladite taxe doit faire mention du présent article dans tout acte transférant la propriété d'un lot et l'omission de cette mention libère l'acquéreur de sa responsabilité en ce qui regarde ladite taxe. Dans ce dernier cas, le vendeur en demeure responsable. »

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

cost of extending the said services, or as long as the cost of such extension is not reimbursed to the corporation through the eleven per cent annual tax, with or without the tax for water consumption, as hereinabove provided.

(3) Any person acquiring a portion of a lot burdened with said tax, as well as his successor, shall be responsible for the part of the eleven per cent tax in proportion to the size of his lot compared with that of the original vendor, as long as the revenue from the tax for water consumption on the said extension does not amount to eleven per cent of the cost of extending the said services, or as long as the cost of the extension is not reimbursed to the corporation, as prescribed in subsection 2 of this section.

Purchaser
respon-
sible.

(4) The corporation shall deduct each year from the amount of the eleven per cent tax, the amount paid to it by every person for the consumption of water coming from the said extension.

Deduc-
tion.

When the tax has been divided in the manner provided for in subsection 3 of this section, the amount paid for water consumption by the purchaser of a portion thereof shall be first applied to reduce the amount of the tax payable by such purchaser.

Use of
payment.

(5) The vendor of a lot subject to the said tax shall mention the present section in any deed transferring the ownership of a lot and the omission of such mention shall release the purchaser from his responsibility concerning the said tax. In such event, the responsibility therefor rests with the vendor."

Mention.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.